

et des familles. Le modèle de ces conventions est fixé par arrêté des ministres chargés des affaires sociales et de l'emploi.

service-public.fr

- > Handicap : travail en milieu ordinaire : Statut de travailleur handicapé
- > Comment être reconnu travailleur handicapé (RQTH) ? : Reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé

Circulaires et instructions

- > Scolarisation des élèves handicapés.

Section 2 : Réadaptation, rééducation et formation professionnelle.

L. 5213-3

LOI n°2021-1018 du 2 août 2021 - art. 28

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Tout travailleur handicapé peut bénéficier d'une réadaptation, d'une rééducation ou d'une formation professionnelle.

Les travailleurs handicapés déclarés inaptes en application de l'article [L. 4624-4](#) ou pour lesquels le médecin du travail a identifié, dans le cadre de l'examen de préreprise mentionné à l'article [L. 4624-2-4](#), un risque d'incapacité peuvent bénéficier de la convention de rééducation professionnelle en entreprise mentionnée à l'article [L. 5213-3-1](#).

service-public.fr

- > Comment être reconnu travailleur handicapé (RQTH) ? : Formation des travailleurs handicapés

L. 5213-3-1

LOI n°2021-1754 du 23 décembre 2021 - art. 98 (V)

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

I.-La convention de rééducation professionnelle en entreprise est conclue entre l'employeur, le salarié et la caisse primaire d'assurance maladie ou la caisse générale de sécurité sociale mentionnée à l'article [L. 323-3-1](#) du code de la sécurité sociale ou la caisse de mutualité sociale agricole. Cette convention détermine les modalités d'exécution de la rééducation professionnelle ainsi que le montant et les conditions dans lesquelles la caisse primaire d'assurance maladie ou la caisse générale de sécurité sociale ou la caisse de mutualité sociale agricole verse au salarié l'indemnité journalière mentionnée au même article [L. 323-3-1](#) ou à l'article [L. 752-5-2](#) du code rural et de la pêche maritime, selon le cas.

II.-Lorsque la rééducation professionnelle est assurée par l'employeur du salarié, elle fait l'objet d'un avenant au contrat de travail, qui ne peut modifier la rémunération prévue par celui-ci.

Lorsque la rééducation professionnelle n'est pas assurée par l'employeur du salarié, elle est effectuée selon les modalités de mise à disposition prévues à l'article [L. 8241-2](#).

III.-Lorsque le salarié présente sa démission mentionnée à l'article [L. 1237-1](#) à l'issue d'une rééducation professionnelle afin d'être embauché par une autre entreprise, il continue à bénéficier, le cas échéant, de l'indemnité mentionnée à l'article [L. 323-3-1 du code de la sécurité sociale](#).

Lorsque l'entreprise mentionnée au premier alinéa du présent III a assuré la rééducation professionnelle et que l'embauche est effectuée dans un emploi similaire à celui occupé par le salarié pendant la période de rééducation, la durée de la mise à disposition est intégralement déduite de la période d'essai.

IV.-Un décret en Conseil d'Etat définit les modalités d'application du présent article.

L. 5213-4

LOI n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 - art. 208 (VD)

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Le travailleur handicapé bénéficie des aides financières accordées aux stagiaires de la formation professionnelle et prévues par le titre IV du livre III de la sixième partie, sous réserve d'adaptations à leur situation particulière.